

Solidaires Isère

Bourse du Travail : la mairie de Grenoble met les syndicats à la rue

un rapide historique

Les premières Bourses du Travail apparaissent en 1884. Elles accueillent syndicats et mutuelles, associations d'éducation populaire et coopératives. Elles sont des lieux d'accueil et de mobilisation de la classe ouvrière.

À Grenoble la Bourse du Travail naîtra en 1894 et, à l'issue des grandes luttes ouvrières de 1906, fut fermée par la mairie (hé oui) qui considéra que c'était un foyer trop subversif.

C'est la seule fois que la Bourse du travail de Grenoble subira une mesure d'autorité réactionnaire jusqu'à... aujourd'hui où Eric Piolle fait peser de nouvelles menaces.

Une offensive planifiée

Bobigny, Chartres, Chaumont, Chateauroux, Evreux, Le Blanc Mesnil, Nice, Toulouse, Villejuif, en Isère : Bourgoin et Voiron. Dans toutes ces villes les maires remettent en question le logement des syndicats.

Comme à Grenoble après tout ? Oui, c'est pareil, à la différence près que toutes ont un maire de... droite.

Grenoble : laboratoire de l'austérité participative ?

Après la suppression de bibliothèques et la fermeture de maisons de habitants, la mairie de Grenoble a pour nouvelle cible la Bourse du Travail et les syndicats. La mairie exige la suppression de 2 emplois de gardiens, la reprise des logements de fonction, la privatisation du service de nettoyage, la réduction des astreintes de gardiennage et la diminution des surfaces allouées aux syndicats départementaux (CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA et CFTC).

L'union syndicale Solidaires a droit à un traitement particulier : la mairie veut carrément nous expulser de nos locaux départementaux. En compensation elle nous a gentiment proposé d'intégrer des locaux sans fenêtre ou d'autres occupés par une association qui ignorait qu'elle serait alors expulsée à son tour. La mairie exige désormais de nous loger à la Bourse du Travail en prenant de la surface aux autres syndicats. Une tentative de division syndicale qui ne leurre heureusement personne.

Affaiblir les syndicats, c'est s'attaquer à tous les travailleurs quels que soient leurs statuts, les précaires, les chômeurs, et toutes celles et ceux qui résistent contre l'exploitation et la dégradation des conditions de travail. Comment ne pas associer ces mesures de régression sociale à la répression patronale ? Pour 2016 nous en sommes à 300 procès contre des syndicalistes, des licenciements et des sanctions en masse. Rien que pour ces dernières semaines sur la région, des postiers ont été sanctionnés pour avoir dénoncé la souffrance des facteurs, une inspectrice du travail et un lanceur d'alerte ont été condamnés par la justice pour avoir bravé l'autorité du patron de Téfal, des syndicalistes et des manifestants sont actuellement convoqués par la police car il leur serait reproché d'avoir manifesté contre la loi El Khomri.

A l'heure où d'aucuns veulent la destruction du droit du travail et la précarisation massive des travailleurs, les Bourses du Travail et les syndicats restent des outils nécessaires pour résister.

L'offensive de la mairie de Grenoble contre les locaux syndicaux représente une attaque d'autant plus indigne qu'elle est menée par une municipalité qui se prétend de gauche et proche des citoyens.

Nous ne laisserons pas faire !

Les bibliothécaires, des habitants, ainsi que les syndicats de la mairie de Grenoble appellent à une manifestation devant la mairie de Grenoble lors du prochain conseil municipal. Ils dénoncent la politique d'austérité avec la fermeture d'établissements (bibliothèques, maisons des habitants,...), l'abandon ou la dégradation d'activités sociales, l'augmentation des prestations (restauration scolaire) voire le paiement pour d'autres qui étaient jusqu'alors gratuites. L'union départementale Solidaires Isère se joint à cette mobilisation en appelant toutes et tous à nous rejoindre.

contre la politique municipale antisociale

Manifestation

devant la mairie de Grenoble
Lundi 19 décembre à 17h